

Darra Adam Khel

Des armes « faites maison »

AQAB MALIK, PHD*

Les impressionnantes quantités d'armes légères et de petit calibre (ALPC) qui circulent en Afghanistan et dans les régions environnantes résultent, dans une large mesure, de la dissémination massive de ce type d'armes par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) ainsi que les États-Unis d'Amérique et leurs alliés respectifs à la fin de la Guerre froide, dans les années 1980. À cette époque, les ALPC étaient utilisées comme monnaie d'échange et servaient à armer les parties en conflit afin de neutraliser au maximum leurs avantages respectifs, leur contrôle était donc limité. L'Union soviétique est arrivée avec une armée conventionnelle dotée d'équipements modernes, tout comme son mandataire, la République démocratique d'Afghanistan, mais dans les premiers temps de l'occupation soviétique, les moudjahidines étaient loin d'être une armée de combattants bien équipés. La plupart ne disposaient que d'armes obsolètes, telles que des Lee Enfield 0.303 et des pistolets-mitrailleurs Sten britanniques. Les armements modernes ont été pris aux troupes vaincues ou déserteuses de la République démocratique d'Afghanistan ou de l'URSS¹. Il existait toutefois, outre le développement progressif des stocks d'armes disponibles favorisé par l'affrontement intense des superpuissances de la Guerre froide en Afghanistan, une industrie d'armement autochtone présente depuis plusieurs siècles dans la zone aujourd'hui appelée Régions tribales sous administration fédérale (FATA), et notamment à Darra Adam Khel, une petite ville frontalière prise en sandwich entre la frontière pakistano-afghane et la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa (autrefois appelée province frontalière du Nord-Ouest).

*Aqad Malik est Professeur adjoint dans le département d'études stratégiques de la *National Defence University* d'Islamabad, au Pakistan, où il a obtenu son doctorat en études stratégiques et nucléaires. Il a également été consultant principal et conseiller national en matière de contre-terrorisme auprès de l'autorité nationale de lutte contre le terrorisme du Pakistan, chercheur résident à la *School of Advanced International Studies* de la *Johns Hopkins University* et boursier de la Fondation Carnegie à la *New America Foundation*. Ses recherches englobent la prolifération des armes légères et de petit calibre, la dynamique des conflits en Afghanistan, la guerre irrégulière, le contre-terrorisme, la diffusion des informations, la révolution dans les affaires militaires, la puissance spatiale, la stratégie globale et, plus récemment, les technologies exponentielles. Parmi les articles qu'il a publiés figurent, entre autres, « *Violent Non-State Actors in South Asia and the Middle East* », « *Jihad: Conflict Resolution or Its Anti-Thesis* », « *The Modernisation Process in Afghanistan: A Retrospective* » (*Journal of Strategic Studies*) ; « *Strategic Communication: A Synchronised Effort for Information Dissemination by Pakistan* » (Sage International) et « *Strategic Communication: A Proposal* » (*Hoo-pae—Journal of the Military Intelligence School*).

Dans son récit relatant la députation de Mountstuart Elphinstone à la cour afghane en 1808, Sir Olaf Caroe évoque le *Darra* (le *col*) du clan Adam Khel de la tribu Afridi et ses fabriques de fusils dans la région de Zarghun Khel². L'Empire britannique a même octroyé aux armuriers de Darra une licence leur permettant de livrer des armes aux autres tribus afin de les tenir en échec. Selon John Fullerton, cette stratégie visait en réalité à empêcher les tribus de se procurer des armes originales de bien meilleure qualité, introduites en contrebande depuis l'étranger³.

Traditionnellement non soumises aux lois pakistanaises sur la production et la possession d'armes, les FATA sont devenues le centre névralgique de la production d'armes. Le *Prevention of Smuggling Act* (1977), qui s'applique à l'ensemble du Pakistan, stipule toutefois que le trafic d'armes à feu n'est pas soustrait à la loi, y compris dans les FATA⁴. Niobe Thompson et Devashish Krishnan estiment que près d'un million d'armes de toutes sortes circulent dans les FATA⁵. Il reste que ces statistiques étant établies à partir du nombre d'autorisations d'armes à feu recensées par le ministère pakistanais de l'Intérieur, on obtiendrait un chiffre nettement supérieur si l'on prenait en compte les nombreuses armes non autorisées et non déclarées, ainsi que celles qui ont été introduites dans la région depuis l'occupation de l'Afghanistan menée par les États-Unis en octobre 2001. Cette hypothèse se fonde sur la nature des affaires tribales vis-à-vis du gouvernement central pakistanais et le statut que ces armes confèrent aux tribus pachtounes.

L'industrie d'armement était présente dans la région de Darra Adam Khel (principale ville de la région frontalière de Kohat, dans les FATA, qui comptait 88 456 habitants lors du dernier recensement national de 1998) bien avant la création de la République islamique du Pakistan⁶. C'est cependant au début des années 1970 que la production à grande échelle et les ventes d'armes prennent leur essor, peut-être en raison de la déstabilisation des relations politiques entre l'Afghanistan et le Pakistan, alors que Mohammad Daoud est président de l'Afghanistan et que l'insurrection baloutche sévit au Pakistan⁷. Le coup d'état perpétré par le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) en avril 1978 (également appelé révolution de Saur) a donné une nouvelle impulsion au trafic d'armes dans les FATA car les armes modernes faisaient considérablement défaut à l'insurrection qui s'est ensuivie contre le gouvernement communiste : « En 1978, quand la révolution a éclaté et que sont arrivés les réfugiés, les rebelles ne recevaient aucun soutien de l'étranger pour acheter des armes. En 1978 et 1979, ils venaient ici [à Darra Adam Khel] en personne pour acheter les armes qui leur ont permis de déclencher la guerre puis de combattre. Ce n'est que plus tard que les étrangers leur ont donné des armes⁸ ».

Avant le coup d'état du PDPA et l'invasion soviétique, les armes produites étaient pour l'essentiel des armes à répétition comme les fusils de chasse. L'extension du conflit afghan a cependant permis aux armuriers de Darra de développer leurs connaissances et leur savoir-faire dans la fabrication d'armes plus sophistiquées grâce à la rétro-ingénierie des nouvelles armes introduites par l'URSS⁹.

Les types d'armes

Darra produit un éventail d'armes impressionnant, incluant des poignards, des revolvers Colt et Webber, des fusils Lee Enfield, plusieurs types d'armes automatiques, dont des M-16, des Protecta, des Kalakov 222 et des fusils d'assaut AK-47 russes, des pistolets Beretta italiens, des Walther allemands et des TT chinois, et un vaste choix de fusils de calibre 12, armes à répétition, mitraillettes et petites mitrailleuses antiaériennes¹⁰. La gamme d'armes à feu produites ou acquises pour être revendues, tels les mines antipersonnel et les lance-roquettes RPG-7, a facilité l'essor du trafic d'ALPC dans les FATA, et en particulier à Darra Adam Khel.

Les fusils d'assaut Heckler et Koch G-3 fabriqués sous licence aussi bien en Iran qu'au Pakistan étaient souvent disponibles dans les armureries de Darra¹¹. Les marchands d'armes affirment que les G-3 n'étaient pas fabriqués par les armuriers de la ville, mais achetées en Afghanistan, l'aide militaire apportée par le Pakistan aux groupes moudjahidines dans les années 1980 incluant la livraison d'armes de ce type en nombre limité¹². L'Iran a également fourni de nombreux G-3 aux groupes moudjahidines chiites pendant l'occupation soviétique dans les années 1980¹³. En outre, préférant les AK-47, de nombreux groupes et individus ont revendu leur G-3 aux marchands de Darra.

Les ateliers de fabrication d'armes

La qualité des armes fabriquées à Darra s'est sensiblement améliorée avec l'arrivée de l'électricité et l'acquisition de machines plus performantes par les armuriers et artisans. Abdul Karim Qasuria, ministre de l'Intérieur du gouvernement de la province du Khyber Pakhtunkhwa, a constaté, d'après une étude menée par les *Pakistan Ordnance Factories* en octobre 2000, que Darra Adam Khel comptait environ 60 unités de production (usines) d'armes légères employant chacune entre 20 et 25 personnes¹⁴. Il existe par ailleurs, environ 300 unités plus petites (ateliers) employant chacune entre 4 et 5 personnes rémunérées à la journée et touchant en moyenne 500 à 1000 Rs (roupies), soit 5 à 10 dollars, par jour, en fonction de leur productivité et de leur spécialité¹⁵. Un rapport sur les *FATA*, réalisé en 2009 par le Pakistan Institute for Peace Studies et intitulé *Tribal Economy in the Context of Ongoing Militancy*, cite les propos de Mohammad Tariq, président-directeur général de la Pakistan Hunting and Sporting Arms Development Company, précisant que « près de 250 petites et moyennes entreprises et 2 200 familles sont impliquées dans la fabrication d'armes à Darra Adam Khel et Barra¹⁶ ». Les estimations plus récentes de la Pakistan Hunting and Sporting Arms Development Company, indiquent toutefois une diminution du nombre de petites unités de production qui serait passé à 200, ce qui représente 1 600 ateliers à Darra Adam Khel¹⁷. Une étude plus poussée visant à évaluer la fabrication d'armes et le nombre d'unités actives n'a pu être réalisée pour des raisons de sécurité liées aux intenses opérations militaires actuellement menées par le Pakistan contre de multiples groupes, partis et individus terroristes dans les FATA.

Si les ateliers sont généralement installés dans les ruelles, sans aucune considération pour la population, par exemple à proximité d'une école de jeunes filles, près de 400 armureries de tailles variables, souvent situées sur la rue principale de Darra, sont impliquées dans la vente d'armes et de munitions. Les estimations du nombre d'armureries varient considérablement. Une étude réalisée par le National Institute of Public Administration, Lahore (*Deweaponisation: Problems, Challenges, and Viable Strategy*), en 2001, indique qu'il « existe dans cette petite ville 2 600 unités de fabrication, de réparation et de vente d'armes qui emploient plus de 30 000 ouvriers, dont 8 000 ouvriers qualifiés¹⁸ ». Les marchands d'armes de Darra estiment cependant à 5 000 le nombre de magasins impliqués dans la vente d'armes (sur l'ensemble du territoire des FATA) durant la guerre soviéto-afghane (1979–1989), affirmant que ce chiffre a considérablement diminué après le retrait des troupes soviétiques¹⁹. La rue principale de Darra regorge de vitrines présentant des armes légères de toutes sortes. Le ministre de l'Intérieur Qasuria note également que 10 000 familles de la région de Darra pourraient dépendre de l'industrie locale de l'armement²⁰ et qu'environ 400 000 personnes sont directement ou indirectement impliquées dans cette activité (dans l'ensemble des FATA)²¹. D'après la Pakistan Hunting and Sporting Arms Development Company, Darra compterait à elle seule quelque 2 500 armureries²².

Les producteurs d'armes de Darra ont généré un flux constant d'ALPC de divers types pour satisfaire à la demande des tribus pachtounes et des Pachtounes détribalisés, ainsi que des divers groupes impliqués dans l'insurrection en Afghanistan. Cette production répond également à la fluctuation des besoins dans l'ensemble de la région. Ce flux a ainsi équipé le mouvement séparatiste sikh qui combattait en faveur d'un Khalistan indépendant dans la province indienne du Pendjab au cours des années 1980²³, et soutenu l'essor du MQM (*Muttahida Qaumi Movement*) dans la province du Sindh et à Karachi, notamment dans les années 1990²⁴ :

Il n'y a pas au Pakistan une organisation spécifique qui achète des armes. Tout d'abord, les hommes du MQM d'Altaf Hussain sont venus acheter des armes. Ensuite, les hommes de la *Jamaat-i-Islami* de Qazi Hussain Ahmed, les moudjahidines du Cachemire, tel le groupe *Lashkar-e-Taïba* et les Sikh militant en faveur d'un État indépendant au Khalistan se sont également procuré des armes à Darra. [...] Sous le régime de Zia, ils le faisaient souvent [...] afin de déstabiliser l'Inde²⁵.

Pendant la guerre soviéto-afghane, l'agence de renseignement pakistanaise ISI (*Inter-Service Intelligence*) a joué un rôle croissant dans la fourniture d'armes, provenant notamment de Darra, aux moudjahidines présents dans les FATA. Bien que les marchands d'armes interrogés à Darra aient réfuté avoir des contrats avec le gouvernement, ils ont évoqué un marchand d'armes en particulier, Haji Baz Gul, et son vaste dépôt d'armes asiatiques situé sur l'*University Road*, à Peshawar²⁶. Ancien sénateur et membre de l'Assemblée nationale pakistanaise, Gul reconnaît l'existence d'une coopération entre les marchands d'armes de Darra et les différents groupes de moudjahidines mais dément formellement toute implication du gouvernement pakistanais, même après avoir reconnu

que d'autres pays, dont l'Inde, la Russie et l'Ouzbékistan, fournissaient des armes aux parties en conflit en Afghanistan : « La population et les marchands de Darra ont largement coopéré avec les leaders moudjahidines afghans comme Mohammad Naveed Shabib et Pir Shabib. Ces derniers affirment avoir largement collaboré avec la population de Darra. Mais elles [les armes fournies] ne venaient pas du Pakistan²⁷ ».

La production d'armes à Darra Adam Khel

Plusieurs visites d'études à Darra Adam Khel ont donné un aperçu des procédés utilisés par les armuriers locaux pour fabriquer différents types d'armes. Le processus de fabrication des armes était en place bien avant la colonisation du sous-continent indien par les Britanniques. Cependant, la récente prolifération massive d'armes dans la région, dans le cadre du conflit afghan, a entraîné une évolution notable de ce processus. Ainsi, l'arrivée de l'électricité et des machines a sensiblement accru la productivité de Darra. On trouvera ci-dessous un bref exposé du procédé de fabrication global utilisé à Darra Adam Khel et dans d'autres ateliers à travers les FATA. Cette description est illustrée par divers graphiques visant à faciliter la compréhension de ce processus.

L'acquisition de matières premières

Les ateliers de Darra se procurent les matières premières indispensables à la production d'armes auprès de différents fournisseurs. Avant le coup d'état du PDPA et l'invasion soviétique de l'Afghanistan, ils se fournissaient en fer auprès de petits revendeurs de ferraille et de plusieurs fonderies pakistanaises. La quantité d'armes produites était limitée à la faible demande locale et leur qualité restreinte par le manque de machines et l'absence de sources d'électricité fiable. La demande d'armes a cependant augmenté suite au coup d'état du PDPA avec l'introduction de l'électricité et des machines, la rétro-ingénierie d'armes modernes désormais disponibles et la présence accrue de déchets métalliques provenant de la destruction d'équipements militaires en Afghanistan. Dans le même temps, Darra et d'autres ateliers des FATA ont développé leurs capacités de fabrication afin de produire des armes modernes en plus grandes quantités et de meilleure qualité : « Les déchets métalliques provenant de chars et d'avions détruits transitaient habituellement par cette route [par Darra] du Waziristan vers Dera Ismail Khan et Lahore. De nombreuses armes passaient également en contrebande avec les déchets métalliques et les pièces automobiles. Elles étaient vendues ici tandis que les déchets étaient réceptionnés par la fonderie Ittefaq de Lahore. Nous nous procurions ensuite le fer indispensable grâce à un système de troc²⁸ ».

Certains marchands d'armes disposés à parler ont également indiqué que les armes fournies aux moudjahidines par les États-Unis dans les années 1980 étaient en très mauvais état. Ces armes à feu étaient souvent envoyées à Darra pour y être rénovées. D'après eux, les armes fournies dans un premier temps par l'Égypte et la Turquie au début des années 1980 étaient obsolètes et dans un tel état qu'il était impossible de les réparer ou de

les rénover²⁹. Beaucoup ont fini comme pièces détachées, et d'autres, entièrement inutilisables, à la ferraille. Ce fut notamment le cas d'une cargaison d'armes en provenance d'Égypte en 1985³⁰ : « Nous avons découvert avec horreur pas moins de 30 000 obus de mortier de 82 millimètres entièrement inexploitable sur le champ de bataille car les cartouches avaient gonflé sous l'effet de l'humidité et n'entraient pas dans les mortiers. Les Égyptiens avaient ramassé des armes qui avaient été exposées à l'atmosphère pendant de nombreuses années afin de se procurer une somme d'argent substantielle³¹ ».

Les affirmations de nombreux autochtones révèlent que les États-Unis ont beaucoup perdu de leur crédibilité au début du conflit soviéto-afghan pour avoir fourni des armes soviétiques dans le but de préserver leur politique de déni plausible sur la scène internationale³². Cette approche a poussé plusieurs états à profiter de la situation pour gagner de l'argent rapidement en se débarrassant de stocks d'armes obsolètes et détériorées. Un marchand d'armes pakistanais, qui avait convaincu la CIA (*Central Intelligence Agency*) d'acheter « 30 millions de cartouches de .303 [...] à 50 cents pièce » a été confronté à autre incident. Inconnues de la CIA, ces cartouches provenaient d'un vieux stock de l'armée pakistanaise estampillé du label de la *Pakistan Ordinance Factory*, ce qui annulait toute perspective de déni et les rendaient inutilisables à moins d'être dégradées à un coût exorbitant³³. D'autres fournisseurs étaient également sans scrupules. Ainsi, la livraison turque de « 60 000 fusils, 8 000 mitrailleuses légères, 10 000 pistolets et plus de 100 millions de cartouches », dont une bonne partie s'est avérée rouillée, défailante et inutilisable, a toute de même été acceptée afin d'éviter un incident diplomatique³⁴.

Les moudjahidines se sont également procuré de grandes quantités de munitions, soit par saisie, soit au titre de l'aide des États-Unis ou de leurs alliés. La majeure partie était inutilisable car dans un état dangereux ou de type inadapté aux armes employées par les moudjahidines, qu'il s'agisse de cartouches pour armes de petit calibre ou d'obus de char de combat. Ces munitions étaient souvent vendues sous forme de ferraille aux marchands de Darra. Ils récupéraient les composants métalliques qui leur servaient de matière première pour la fabrication locale de munitions³⁵. Les composants des obus saisis avec les chars détruits (étuis en bronze, projectiles faits de différents métaux et explosifs) étaient ainsi entièrement démontés. Les munitions pour armes légères inutilisables subissaient le même sort et étaient échangées contre de l'argent ou des armes en état de marche : « Les chefs revendaient les obus de char comme ferraille. Comme ils ne disposaient pas de chars, ces munitions ne leur servaient à rien. Ils nous contactaient et nous nous rendions sur place [en Afghanistan] pour les démanteler avant de les emmener³⁶ ».

Si la fabrication d'armes de Darra enfreint les lois pakistanaises, elle n'en reste pas moins soumise aux *Frontier Crimes Regulations*. Ainsi, le gouvernement pakistanais s'est efforcé d'intégrer l'industrie de l'armement des FATA dans le périmètre des *Pakistan Ordinance Factories* (situées à Wah Cantt, dans le Pendjab), tout en soutenant l'essor économique de la région en favorisant le développement d'autres sources de revenu pour les personnes impliquées dans la fabrication d'armes³⁷. Cependant, les organismes pakistanais pouvaient, s'ils le souhaitaient, imposer des restrictions strictes à l'approvisionnement en matières premières des ateliers. Les camions transportant la ferraille, les pièces auto-

mobiles et les armes obsolètes vers les fonderies étaient contraints de passer de multiples barrières et postes de contrôle mis en place par les organismes politiques, les douanes et la police :

Quand ils passaient le contrôle de l'agent politique, ils donnaient 10 000 roupies par camion, 10 000 roupies aux douaniers et 10 000 roupies à la police et passaient en contrebande le matin, entre dix heures et midi. Tout ceci reposait sur une entente mutuelle. À choisir entre accepter une commission ou contrôler le trafic d'armes, ils préféraient renoncer aux contrôles. Ils prenaient l'argent, et tout ceci est revenu à l'administration³⁸.

Les quantité d'armes produites

Darra ne prétend pas produire d'importantes quantités d'armes. Cependant, les ateliers de cette petite ville ont un impact considérable sur la production autochtone d'armes à feu et contribuent directement à la prolifération des ALPC dans la région. Les estimations varient sensiblement, même si elles sont souvent dépassées en raison de l'évolution rapide de l'offre et de la demande qu'a connu le marché des armes au cours des dix dernières années. L'étude *Small Arms Survey 2003* indique que « la région de Darra produit chaque année environ 20 000 armes de toutes sortes³⁹ ». Selon les estimations de Thompson et Krishnan ce chiffre annuel serait deux fois plus élevé rien que pour la production d'AK-47 : « Ils ont les moyens de produire plus de 100 AK-47 par jour pour moins de 153 dollars US⁴⁰ ». Une production journalière de 100 fusils d'assaut AK-47 équivaut à une production annuelle de plus de 36 000 unités. Si l'on y ajoute les autres armes produites, le total s'élève probablement à plus de 50 000 unités par an, en fonction des conditions de sécurité et de la demande des individus, groupes et parties impliqués dans les conflits qui sévissent en Afghanistan, au Pakistan et dans d'autres régions — ce qui représente un afflux massif d'armes non réglementées et non contrôlées dans la région. Corroborant ces estimations, un armurier de Darra affirme qu'un atelier expérimenté comptant quatre à cinq ouvriers est capable de fabriquer « une Kalachnikov [AK-47 ou Kalakov] par jour⁴¹ ». D'autres ateliers peuvent en produire davantage, jusqu'à cinq armes par jour⁴². Si l'on estime qu'il existe 3 000 unités de production familiales, la quantité d'armes produites pourrait être encore plus élevée⁴³. Le rapport du *Pakistan Institute for Peace Studies* indique une production de plus de « 6 000 pistolets de 30 mm par mois et 73 000 par an [...] [ainsi que] de 4 500 fusils de chasse de différents calibres [Miranshah, Sakhakot et Momand Agency] par mois [à Darra Adam Khel et Peshawar]⁴⁴ ». D'après la Pakistan Hunting and Sporting Arms Development Company, « Darra produit entre 400 et 700 armes par jour et ce chiffre ne cesse d'augmenter avec l'adoption de nouveaux outils », ce qui fait, rien que pour Darra, un total compris entre 12 000 et 21 000 unités par mois, soit entre 144 000 et 252 000 par an⁴⁵. Il s'agit d'une quantité stupéfiante d'armes qui finiront probablement entre les mains de la population du Pakistan, de l'Afghanistan et des pays voisins.

Le processus de fabrication

Dans les nombreux ateliers de Darra et de sa région le processus de fabrication se distingue à peine de celui qu'utilisent les fabriques d'armes modernes (fig. 1 et 2). La différence réside essentiellement dans l'automatisation des usines modernes comparées aux processus artisanaux des ateliers de Darra. Leur approche, qui repose sur la séparation claire et la délégation des responsabilités dans la réalisation des différents composants, est toutefois similaire. Au lieu de concentrer la production d'une arme entre les mains d'une personne ou d'un groupe d'ouvriers, Darra a mis en place une méthode collaborative impliquant divers groupes d'ateliers dans le but d'accroître la productivité et la rentabilité. Les ateliers se sont ainsi spécialisés dans la fabrication de pièces et composants spécifiques. La coordination a été renforcée au fil du temps afin d'accroître l'efficacité de la chaîne de production. Ces ateliers disparates forment une ligne de production car ils sont reliés aux autres à une certaine étape du processus. Un atelier produit, par exemple, les canons de certains fusils tandis que d'autres sont spécialisés dans les blocs de culasse et les mécanismes de tir de certaines armes ou dans les stocks et munitions. Les pièces fabriquées sont transférées ou vendues à d'autres ateliers qui les montent et les testent avant de les transférer ou de les vendre aux commerces de détail qui les commercialisent. Les rachats n'étant pas rares, il est possible qu'une personne ou un groupe possède plusieurs ateliers et commerces. Les armes sont également vendues en gros à diverses agences ou parties souhaitant éviter les armes enregistrées et réglementées.

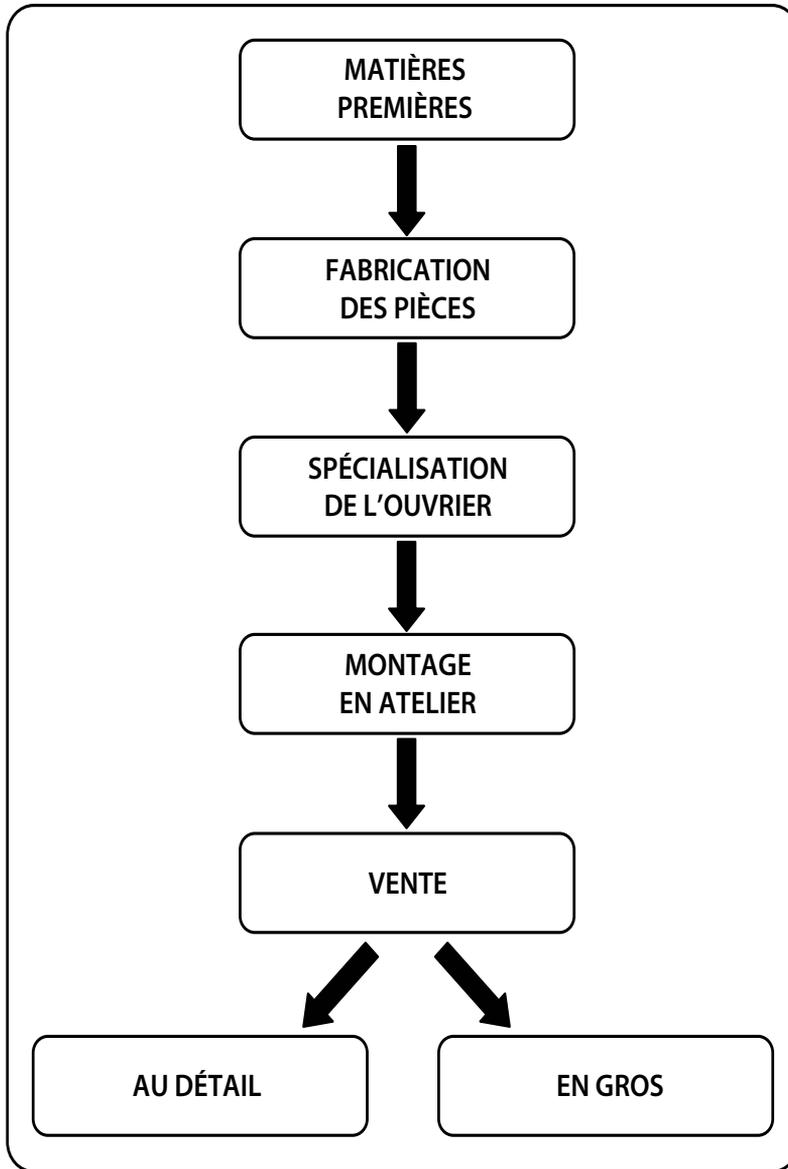


Figure 1 : Le processus de fabrication des armes à Darra Adam Khel

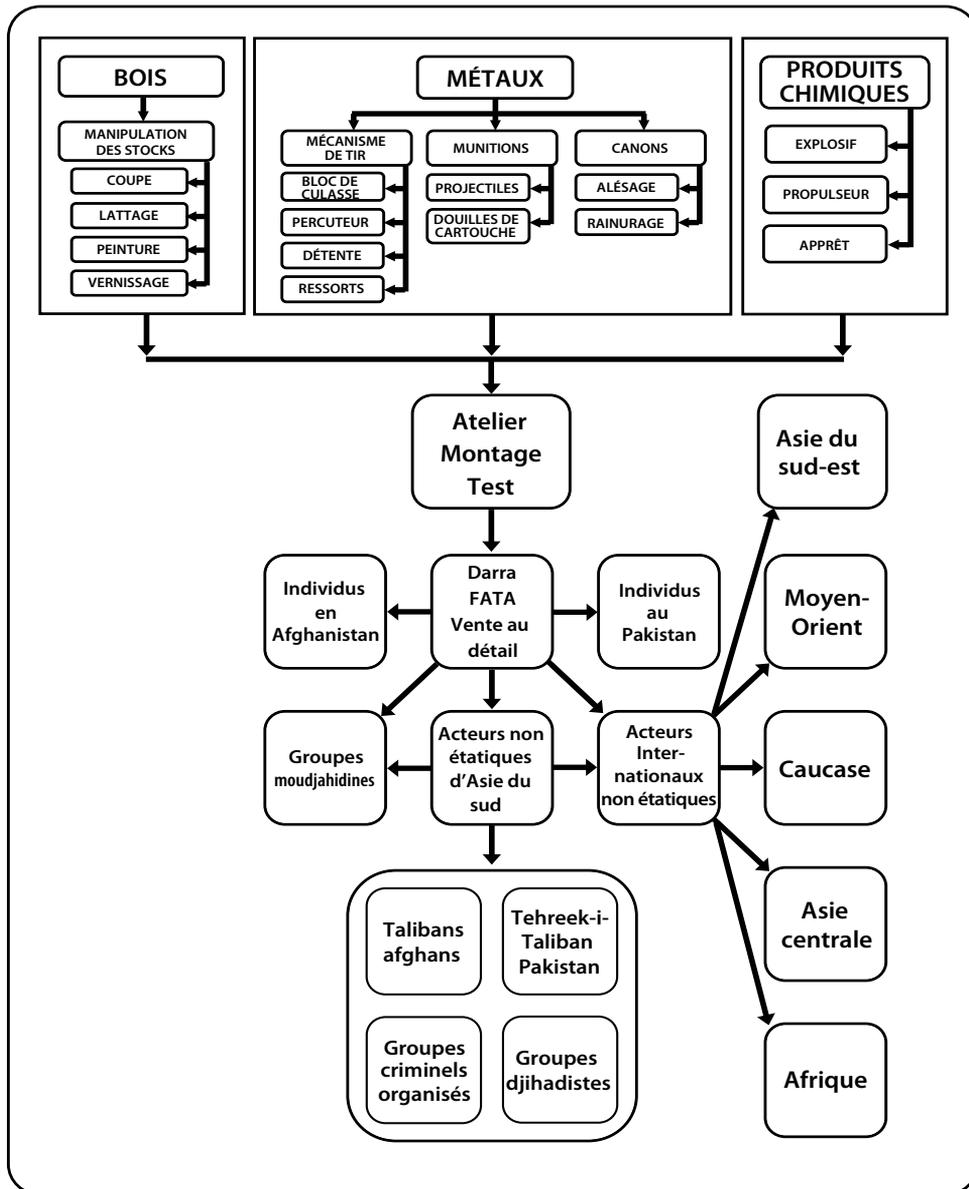


Figure 2 : La production autochtone d'armes légères à Darra Adam Khel et dans les FATA : fabrication et distribution depuis 1980

Contourner la réglementation des catégories d'armes

Darra est également parvenu à contourner les lois pakistanaises sur l'interdiction de certains types d'armes. Il est, par exemple, impossible d'obtenir un permis pour un AK-47 Kalachnikov, car cette arme est interdite au Pakistan. En modifiant certaines spécifica-

tions du standard AK-47, les ateliers de Darra et des FATA ont réussi à contourner les lois et réglementations et à maintenir leurs ventes à un certain niveau. L'AK-47 Kalachnikov a été transformé en Kalakov grâce à une modification du canon : « Le calibre de la Kalachnikov est de 62, celui du Kalakov de .333. Ils l'ont créé [le Kalakov] à partir d'une Kalachnikov originale. [...] Ils ont simplement modifié le canon ; le reste du mécanisme est inchangé. Ils ont adapté les canons à la demande⁴⁶ ».

Les essais et les différences de qualité

La précision et la qualité du produit fini ne sont pas soumises à la procédure traditionnelle de tirs d'essai sur un terrain de tir sécurisé. À Darra, le champ de tir est l'espace qui sépare l'arrière-boutique de l'atelier et les montagnes qui entourent la ville. De toute évidence, la qualité des armes fabriquées localement n'est pas la même que celle des armes produites sous le contrôle qualité d'une grande entreprise. Les armuriers de Darra s'accordent à dire que les armes à feu locales sont d'une qualité foncièrement inférieure. Les principaux défauts tiennent à la qualité des matériaux utilisés. En ce qui concerne les armements russes et chinois, « ces armes sont fabriquées à la machine ; le matériau utilisé est nettement meilleur que celui qu'on utilise ici car ce dernier n'est pas aussi bien transformé et est en général de qualité inférieure⁴⁷ ». La qualité se mesure à la durée de vie d'une arme avant l'apparition des premières défaillances. C'est pourquoi le prix de vente des armes produites à Darra est nettement inférieur à celui des armes originales : « Comme elles sont fabriquées à la main, leurs canons ne sont pas suffisamment précis. S'ils éclatent, ils sont réparés. Mais il arrive qu'ils ne soient pas bien conçus. Soit leurs canons explosent au niveau du défaut, soit les boulons se cassent sous les coups répétés du marteau. Elles ne sont pas aussi robustes ni aussi fiables que les armes étrangères⁴⁸ ».

Les mécanismes assurant l'approvisionnement, la distribution et la diffusion des armes

La diffusion

La plupart des méthodes employées pour distribuer les armes légères fabriquées à Darra et dans les FATA remontent à l'époque de l'Empire britannique. La seule différence réside dans l'introduction de nouvelles technologies permettant d'échapper aux forces de l'ordre. De nombreux ateliers et usines disposent de leur propre commerce de détail pour écouler les armes qu'ils produisent. Certains possèdent des commerces dans l'ensemble des FATA afin d'en faciliter l'accès et la distribution. « Les ateliers ont des employés chargés de la distribution des armes au Pakistan. Ils les transportent vers l'Agence de Kurram, le Nord-Waziristan, le Sud-Waziristan, puis vers Quetta⁴⁹ ».

Les activités de distribution ont toutefois été renforcées de façon spectaculaire après le coup d'état du PDPA. Les marchands d'armes de Darra vendaient alors non seulement les armes qu'ils produisaient, mais servaient également d'intermédiaire entre les vendeurs

et les acheteurs. L'établissement des groupes moudjahidines a entraîné une croissance proportionnelle de leur demande d'armes, une grande partie des armes qu'ils avaient initialement acquises ayant été saisie par leurs adversaires. Cependant, les membres ou les chefs d'un groupe qui saisissaient des armes sur le terrain étaient contraints de les céder aux magasins du groupe. Par conséquent, les efforts des nombreuses personnes qui saisissaient des armes sans avoir de véritable relation avec un groupe ou un autre n'étaient pas récompensés. Dans ces circonstances et dans le but d'en tirer quelque profit, les armes étaient souvent revendues sur les bazars des FATA par le biais de divers intermédiaires qui achetaient les armes à des individus ou groupes moudjahidines et les revendaient à un prix plus élevé aux moudjahidines et autres groupes qui en avaient besoin : « Tout ce qui était saisi là-bas [en Afghanistan] auprès des soldats russes ou afghans nous était vendu ici. Nous achetions les armes et les munitions à bon prix et les revendions plus cher à un autre groupe afin de réaliser un bénéfice⁵⁰ ».

Au début des années 1980, une grande partie des armes données aux moudjahidines étaient obsolètes et inefficaces. En outre, la plupart des moudjahidines ne disposait pas des fonds nécessaires pour combattre les Soviétiques. Ils revendaient souvent les armes qu'ils possédaient pour acheter de la nourriture, du pétrole et payer les salaires des combattants. C'est pourquoi « les armes en provenance de l'étranger finissaient ici ou au Pakistan. Toutes les armes vétustes étaient données aux moudjahidines afghans qui les revendaient rapidement et en demandaient davantage⁵¹ ». Ils pillaient régulièrement les caches d'armes des groupes rivaux, revendaient les armes dont ils n'avaient pas besoin⁵² et s'équipaient avec les armes meilleur marché produites à Darra : « Les Afghans nous vendaient les armes étrangères pour obtenir davantage d'argent et achetaient des armes locales moins chères⁵³ ».

Après le retrait des troupes soviétiques et la chute du PDPA, les États-Unis ont promis une récompense pour chaque lance-missiles Stinger encore en possession de divers moudjahidines qui serait rapporté. Il s'est ensuivi un pillage systématique des dépôts d'armes, à la recherche de ces lance-missiles et autres armes de grande valeur, entretenu par les propriétaires d'armureries disposés à vendre des armes illicites ou volées. Cette situation ouvrait un marché pour les pilleurs⁵⁴. Interrogé sur la présence de lance-missiles sol-air Stinger à Darra, un marchand d'armes a diplomatiquement admis qu'on en trouvait il y a dix ans, mais a coupé court à la conversation⁵⁵ : « Les Américains achetaient les Stinger. Ils offraient entre 60 000 et 80 000 dollars US. C'est pourquoi il y avait beaucoup de gens qui s'introduisaient dans les dépôts d'armes, notamment pour récupérer des Stinger⁵⁶ ». Il ne s'agissait pas uniquement des lance-missiles fournis aux moudjahidines : « Sur les 900 Stinger SAM [missiles sol-air] et les 50 000 fusils M16 fournis par les États-Unis au Pakistan, 560 Stinger et près de 20 000 fusils sont demeurés introuvables. Selon les informations recueillies, 312 d'entre eux auraient été vendus sur le marché de Landi-Kotal en janvier 1993⁵⁷ ».

La contrebande

Dans une certaine mesure, le trafic d'armes de Darra a été facilité par l'existence antérieure d'un commerce lucratif de marchandises de contrebande, notamment des appareils électriques, né des lacunes de l'accord sur le commerce de transit afghan signé en 1965 par les gouvernements afghans et pakistanais⁵⁸. Cet accord exonère de droits de douane les marchandises importées par l'Afghanistan qui transitent par le port de Karachi. Ces marchandises sont ensuite transportées, entre autres, via deux routes principales : Peshawar-Torkham et Chamman-Spin Boldak. Une fois arrivées en Afghanistan, les marchandises sont déchargées puis chargées sur des mules, avant de repasser la frontière poreuse en contrebande par les nombreux cols de montagne, pour être revendues sur les nombreux *barras* (littéralement *bazars*, mais ce terme désigne les bazars des FATA) à un prix bien moins élevé que celui des produits nationaux pakistanais et des biens importés⁵⁹. La différence de prix semble résulter de la politique du Pakistan sur les tarifs douaniers et le commerce qui encourage le marché noir, comme l'a montré une récente étude sur « les causes du trafic transfrontalier lié au transit de marchandises entre le Pakistan et l'Afghanistan » :

Selon nos estimations, pour certaines marchandises de contrebande prisées, les prix du marché sont en moyenne 30 à 40 pour cent inférieurs aux prix au débarquement des importations officielles. Ceci est essentiellement dû aux taxes et droits de douane élevés perçus sur ses marchandises. Par ailleurs, les coûts engendrés par la contrebande sont relativement faibles, entre 5 pour cent et 17 pour cent (moyenne comprise entre 10 pour cent et 20 pour cent) ce qui incite les trafiquants à fournir des marchandises via des canaux parallèles⁶⁰.

Ainsi, les routes et méthodes préexistantes sont également utilisées pour le trafic d'armes, qui sont simplement substituées aux biens de consommation, à destination et au départ de l'Afghanistan⁶¹. Les étroits liens tribaux et de parenté permettent de garder plus facilement le silence face aux autorités. Les tribus se portent même garantes des trafiquants impliqués dans le trafic illicite de stupéfiants, d'armes et autres articles de contrebande⁶². Une importante présence policière est maintenue sur les routes principales qui traversent la province de Khyber Pukhtunkhwa et mènent vers les autres provinces, et en particulier vers le Pendjab, afin de dissuader la contrebande. Cependant, la corruption endémique des forces de police n'a pas freiné l'essor de la contrebande et a, au contraire, favorisé la diffusion massive d'armes sophistiquées sur l'ensemble du territoire pakistanais.

Il convient de souligner qu'une méthode différente peut être adoptée pour chaque opération de contrebande de marchandises ou d'armes en provenance et en direction de l'Afghanistan, en fonction des conditions plus ou moins favorables au trafic. L'aspect humain revêt une importance capitale pour chaque opération. Des obstacles sont susceptibles de survenir à tout moment, obligeant les trafiquants à adopter différentes tactiques pour réussir : « Ils sont armés car ils ont toutes les chances de faire de mauvaises rencontres⁶³ ». Il existe deux moyens pour faire passer la frontière aux marchandises illicites

(armes, stupéfiants et autres produits de contrebande) : « Soit dans un véhicule. Les passeurs dissimulent les armes, pistolets et fusils, puis prennent la route. Soit par les sentiers escarpés qui traversent les montagnes⁶⁴ ». Dans ce dernier cas, les trafiquants qui se nomment eux-mêmes *Sauda Ghar* (négociants) voyagent rarement seuls, préférant s'armer jusqu'aux dents et se déplacer en convois de 20 à 50 personnes, transportant les marchandises sur leurs dos ou à dos d'animaux tels que mules et chameaux⁶⁵. Cette propension à prendre les chemins de montagne plutôt que la route a une explication juridique. Le Règlement relatif aux crimes commis dans la zone-frontière, hérité de l'Empire britannique et maintenu par le gouvernement pakistanais afin de faire régner une apparence de loi et d'ordre dans les FATA, autorise les représentants politiques des bureaux tribaux de la juridiction concernée à exercer leur pouvoir sur les routes des FATA mais pas dans les zones situées au-delà, telles les montagnes⁶⁶. Ainsi, les régions montagneuses offrent aux trafiquants une certaine immunité face aux forces de l'ordre.

Le système Hawala

Durant la guerre soviéto-afghane, les trafiquants d'armes avaient recours à diverses méthodes pour se procurer et distribuer des armes. L'une des méthodes les plus prisées et les plus largement répandues s'appuie sur la mise en place d'un réseau clandestin de transaction supposant une relation de confiance solide entre les marchands et les passeurs. En raison de la nature illicite de l'entreprise, de nombreux trafiquants d'armes ont adopté le système *Hawala*. Marchands et passeurs utilisaient un *parchi* (littéralement, une note) pour identifier les armes et préciser leur état. Selon Saeed Afridi (un marchand d'armes de Darra), une transaction de base impliquait un marchand de Darra, un acheteur, un fournisseur et plusieurs passeurs⁶⁷. Un acheteur thaïlandais, par exemple, contacte un marchand de Darra et indique son intention d'acquérir 1 000 armes. Le marchand lui présente une arme originale d'Afghanistan, par exemple de Bamiyan : « Les marchands thaïlandais ont acheté de nombreuses armes à Bamiyan⁶⁸ ».

Afridi décrit le système *Hawala* comme suit⁶⁹ : le marchand de Darra, qui a déjà conclu un contrat avec le fournisseur de Bamiyan, négocie un prix fixe pour la fourniture de 1 000 armes, par exemple, 100 000 roupies par unité (fig. 3)⁷⁰. Le fournisseur de Bamiyan transfère, à ses propres risques, les 1 000 armes à feu vers Jalalabad où un passeur lui paie l'ensemble de la livraison, soit un total de 100 000 000 roupies, et lui remet le *parchi*, qui est une preuve de l'état des armes réceptionnées et une forme de protection pour le fournisseur. Le fournisseur remet également un *parchi* qui précise l'état des armes endommagées et l'ampleur des dégâts. Le passeur de Jalalabad transporte les armes vers Torkham, une ville afghane située à la frontière avec le Pakistan. Il est intégralement payé par le passeur de Torkham, soit les 100 000 000 roupies avancées plus une commission couvrant les frais de transport, les risques et un prix fixe prédéterminé (par exemple, 5 000 roupies par arme). Il perçoit donc un montant total de 105 000 000 roupies. Les deux passeurs échangent un *parchi* indiquant respectivement l'état des armes livrées et réceptionnées. Si les armes à feu présentent des dommages quelconques, le passeur de Jalalabad

peut produire le *parchi* du fournisseur de Bamiyan, prouvant ainsi qu'il n'est pas responsable des dommages. S'il n'est pas en mesure de prouver le contraire, il est contraint d'admettre qu'il a livré des armes endommagées et fournir un reçu précisant cet état de fait. Une pénalité par arme prédéfinie en fonction de l'étendu des dégâts est indiquée sur le *parchi*.

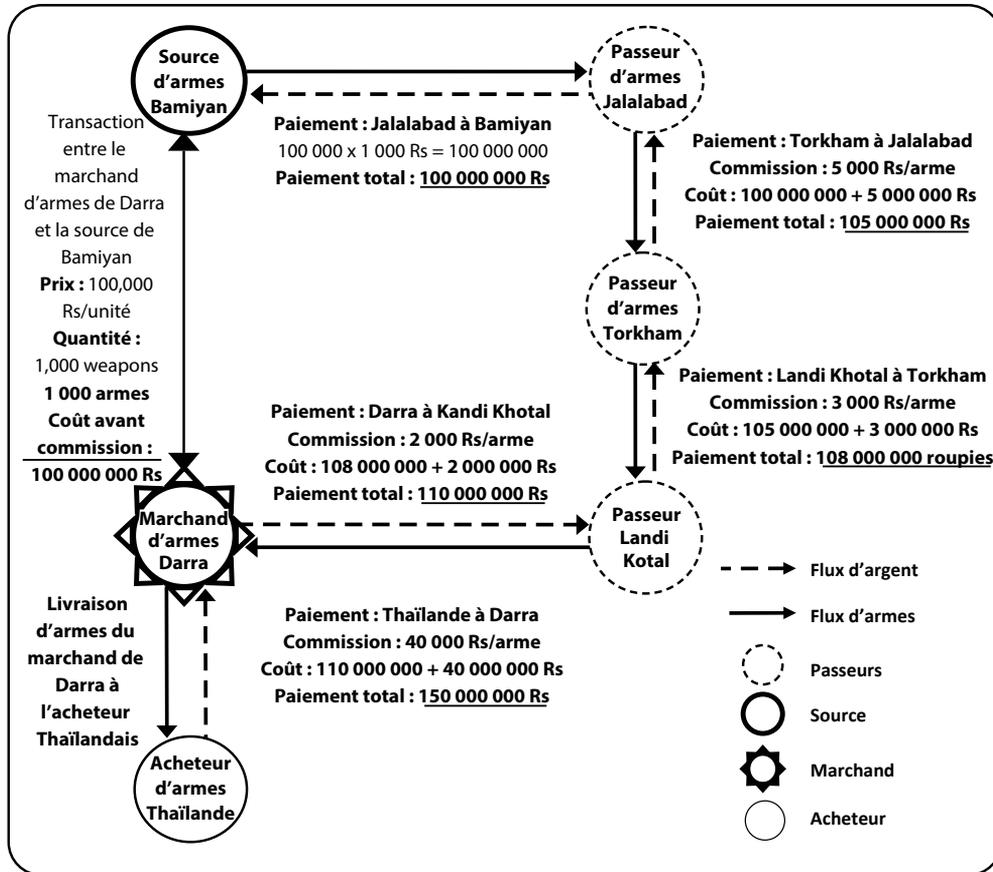


Figure 3 : le système Hawala appliqué aux ventes d'armes

Le passeur de Torkham transporte les armes de l'autre côté de la frontière. À Landi-Kotal, un passeur lui paie les 105 000 000 roupies ainsi qu'une commission préfixée, par exemple 3 000 roupies par armes pour compenser le risque pris pour passer les armes en contrebande à la frontière, soit un total de 108 000 000. Les deux passeurs échangent un *parchi* indiquant respectivement l'état des armes livrées et réceptionnées, les dommages des armes si nécessaire et la responsabilité de chacun. Le passeur de Landi-Kotal transporte les armes vers Darra et perçoit le paiement de 108 000 000 roupies ainsi qu'une commission préfixée de 2 000 roupies par arme, soit un montant total de 110 000 000 roupies.

Il produit les *parchi* qui attestent de l'état des armes et indique le moment où sont survenus les éventuels dommages. Dans ce cas, le marchand de Darra peut contacter ultérieurement les responsables pour exiger éventuellement une compensation. Toutefois, dans le cadre de la transaction entre l'acheteur thaïlandais et le marchand de Darra, ce dernier assume l'entière responsabilité des dommages occasionnés durant le transport de Bamiyan à Darra. L'acheteur prend en charge les risques et tous les frais supplémentaires liés au transport des armes entre le lieu de livraison, à Darra, et leur destination finale en Thaïlande ou ailleurs. Le marchand de Darra perçoit le paiement complet du prix préfixé pour les armes livrées, soit 150 000 000 roupies. Ce montant comprend le coût total des armes, jusqu'ici 110 000 000 roupies, et la commission du négociant qui couvre les risques et les profits (par exemple, 40 000 roupies par unité, moins en cas de dommages). Si les armes sont endommagées au cours du transport ou volées par un passeur, même si ce dernier a payé les armes, le négociant de Darra peut faire directement appel à un conseil tribal (*Jirgab*) de la localité du coupable afin de recouvrer les armes et d'imposer des amendes et sanctions au coupable et à sa famille⁷¹. Dans ce contexte, des relations personnelles entre les négociants et les passeurs se sont développées au fil du temps et souvent sur plusieurs générations.

Les routes de la contrebande

Les nombreuses routes disponibles pour ce type de transactions, les mesures de sécurité prévues par le système *Hawala* et le soutien semi-tribal dont bénéficie ce commerce ont empêché les forces de l'ordre de prendre le contrôle du trafic d'armes. L'une des routes prises pour entrer en Afghanistan, fréquemment utilisées par les trafiquants mais rarement contrôlées, suit un chemin de terre reliant Peshawar et Sper Sang puis la rivière Kaboul à travers les montagnes. Sur ce même trajet, plusieurs petites caravanes de mules chargées de sacs de stupéfiants faisaient le chemin en sens inverse. Elles ont passé la frontière après avoir consulté les chefs de tribu, autour d'une tasse de thé vert, pour traverser en toute sécurité le territoire tribal, théâtre de multiples conflits, à travers une plaine désertique, aride et incertaine, dépourvue de routes. De l'autre côté de la frontière, il faut traverser le Kaboul pour rejoindre la route principale qui relie Peshawar et Jalalabad. Sur cette route de contrebande, l'absence de pont a entraîné le développement d'un point de passage local sur le Kaboul, à La'l Pür. Il est formé de plusieurs embarcations assez larges pour transporter une grosse voiture sur la rivière. Tous ces bateaux sont reliés par des câbles et cordes robustes tendues entre les deux rives, servant de guide et de soutien aux embarcations ainsi halées perpendiculairement au courant. Il n'était pas permis de prendre des photos à cet endroit car l'administrateur tribal local et ses gardes étaient présents, parfaitement conscients du trafic qui se déroulait sous leurs yeux (fig. 4).

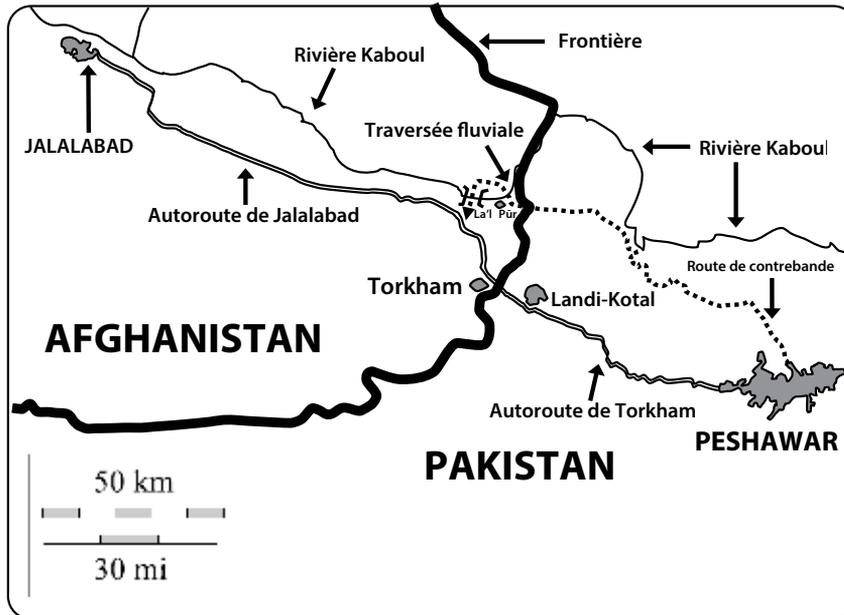


Figure 4 : Une route de contrebande à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. (Carte de référence tirée de « Pakistan Tribal Areas », D-maps, cartes gratuites, consulté le 16 décembre 2015, http://d-maps.com/carte/php?num_car=29641&lang=en)

L'interrelation entre le trafic d'armes et le trafic de drogue

Ce vide juridique a également favorisé le trafic de drogue qui a connu un véritable essor aux cours des dernières années avec le développement de la culture du pavot en Afghanistan. Les nombreux *barras* qui commercialisent ouvertement des produits de contrebande soutiennent des boutiques proposant toutes sortes de drogue, notamment du haschisch (vendu ouvertement), de l'opium (vendu sous le manteau) voire des drogues non cultivées localement comme la cocaïne. Malgré l'absence de statistiques officielles l'auteur a constaté que, mis à part ces boutiques spécialisées dans la vente de stupéfiants, la plupart des armureries qu'il a visitées vendaient également de petites quantités de drogue. Haybat Khan, un marchand d'armes de Darra, dément cependant tout lien entre le trafic et le commerce d'armes et celui de stupéfiants : « Il y a différentes personnes pour différentes choses. Les personnes impliquées dans le trafic d'armes ne sont pas impliquées dans le trafic de drogue et inversement. Ce sont deux domaines différents, avec un personnel différent. Tout est différent⁷² ». Ce genre de démentis est toutefois en contradiction avec les preuves fournies par les forces de l'ordre pakistanaise. Le commissaire Iqbal Khan, de la Force de lutte contre les stupéfiants du Khyber Pukhtunkhwa, conteste fermement l'idée d'une stricte séparation entre les trafiquants d'armes et les narcotrafiquants : « Ici, les gens ne cessent de passer d'un secteur à l'autre. Des drogues aux produits de contrebande, des produits de contrebande aux armes. Pourvu qu'il y ait de l'argent à

gagner [...]»⁷³. Les affirmations du commissaire Iqbal Khan sont fondées sur les nombreuses saisies d'armes et de stupéfiants qu'il a régulièrement effectuées au cours de sa carrière.

La vente et le prix des armes

La production d'armes n'est pas la seule source de revenu des habitants de Darra Adam Khel. La ville a développé un vaste commerce d'armes qui devaient être livrées aux groupes moudjahidines par la filière CIA-ISI mais ont été interceptées par des sources soviétiques ou proches de la République démocratique d'Afghanistan. La corruption sévissait sur l'ensemble du réseau de vente d'armes : « Il apparaît clairement qu'une part importante des armes vendues à Darra, et sur les autres marchés de la région, provenait des cargaisons envoyées par la CIA à destination des moudjahidines afghans⁷⁴ ». De nombreux commandants vendaient les armes qu'ils avaient saisies, et même celles qui étaient fournies par la CIA-ISI, afin d'obtenir l'argent nécessaire pour fournir soutien logistique et nourriture aux combattants et à leurs familles⁷⁵. Pour Mohammad Yousaf ces pratiques étaient le reflet de leur corruption⁷⁶. À toutes les étapes du transfert, le financement étaient « dévié [...] ou vendu par des représentants corrompus des groupes moudjahidines de Peshawar⁷⁷ ». Ces détournements touchaient au moins un tiers et parfois jusqu'à la moitié du financement⁷⁸. Par ailleurs, de nombreux chefs moudjahidines étaient contraints de vendre des armes pour payer les frais de transport et financer le fonctionnement de leurs organisations, notamment en raison du manque de fonds accordés par la CIA-ISI et les donateurs arabes⁷⁹. Ceci s'appliquait en particulier aux partisans de l'ancien régime nationaliste dirigé par Pir Sayyid Ahmed Ghailani et Sibghatullah Mojaddedi⁸⁰. Avec plus d'une centaine d'armureries, Darra était le centre névralgique d'un trafic d'armes lucratif et peut-être, selon Yousaf, « le plus grand marché aux armes libre du monde⁸¹ ».

Le coût des armes vendues à Darra a fluctué au cours du conflit afghan. Francis Fukuyama affirme qu'au début des années 1980, « un Enfield standard coûtait 10 000 roupies ou 1 000 dollars. [...] Un lance-grenades coûtait la somme faramineuse de 9 000 dollars. Au début de la guerre, une grenade pour RPG-7 était vendue 700 dollars et une balle de .303 entre 2 et 3 dollars »⁸². Yousaf déclare qu'en 2001 un fusil d'assaut AK-47 coûtait 1 500 dollars US⁸³. Fukuyama constate qu'en 1980, son coût était compris entre 2 000 et 2 400 dollars⁸⁴. Plus récemment, le coût des armes a baissé, comme l'indique le *Pakistan Institute for Peace Studies* dans son étude intitulée « *FATA: Tribal Economy in the Context of Ongoing Militancy* » :

Auparavant, ces derniers vendaient des armes [à Darra Adam Khel] mais à cette époque, ils achetaient des armes et des munitions pour leur propre utilisation. Un marchand souhaitant garder l'anonymat déclare que le prix qu'une Kalachnikov d'occasion est passé de 20 000 à 35 000 roupies et celui d'une arme neuve de 25 000 à 45 000 roupies. Le prix des balles fabriquées en Égypte a augmenté de 14 pour cent et celui des balles chinoises de 19 pour cent. Auparavant, le marché aux armes de Miranshah, dans le Nord-Waziristan,

répondait aux besoins des militants mais la croissance de la demande s'est avérée plus rapide que celle de l'offre⁸⁵.

Le prix dépendait également de l'origine des armes. Généralement de meilleure qualité, les Kalachnikov fabriqués en URSS étaient plus chers que les modèles fabriqués en Chine, en Égypte ou à Darra. Avant l'invasion soviétique, il était très difficile de se procurer des fusils d'assaut tels que les AK-47. Un marchand d'armes de Darra indique que les AK-47 originaux coûtaient plus de 35 000 roupies⁸⁶. Les prix ont inévitablement baissés suite à l'afflux massif d'ALPC durant la guerre soviéto-afghane. En 1987, le prix d'un fusil d'assaut AK-47 avait été divisé par deux⁸⁷. En 1990, il coûtait 15 000 roupies⁸⁸. Le retrait des troupes soviétiques et américaines d'Afghanistan au début des années 1990 marque le début d'une augmentation progressive du prix des armes : « Pendant la guerre, les Kalachnikov [AK-47] fabriquées en Chine ou en Russie coûtaient entre 15 000 et 16 000 roupies. À présent, leur prix tourne autour de 22 000-23 000 et 25 000 roupies⁸⁹ ». Le commissaire Iqbal Khan confirme, affirmant que « les AK-47 neufs livrés dans du papier graissé coûtent entre 20 000 et 22 000 roupies⁹⁰ ». Ces prix sont légèrement supérieurs à ceux des copies fabriquées à Darra et des armes originales d'occasion qui sont vendues entre 12 000 et 15 000 roupies⁹¹. Les prix fluctuent cependant en fonction de l'offre et de la demande : « Quand nous recevons une grande quantité d'armes d'Afghanistan et que la demande est faible, les prix baissent. Mais quand la demande est supérieure aux armes disponibles, ces dernières sont chères et les prix s'envolent⁹² ». Plus récemment, après les terribles attentats du 11 septembre perpétrés aux États-Unis contre les tours jumelles et le Pentagone, les stocks d'armes fabriquées aux États-Unis ont progressivement augmenté. Au moment où nous rédigeons ce rapport, le prix d'une carabine américaine Colt M-4 peut atteindre jusqu'à 15 000 dollars US. L'offre limitée et la forte demande pour ce type d'armes, notamment en raison de la valeur de trophée qu'elles revêtent au Pakistan, en Afghanistan et dans le reste de la région, ont entraîné une forte hausse de leur prix de vente. Toutefois, les attaques orchestrées par les Talibans afghans et le groupe Tehrik-i-Taliban Pakistan contre les conteneurs convoyés par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) vers l'Afghanistan via le Pakistan ont provoqué une diminution relative du prix des armes américaines jusqu'au retrait complet des forces de l'OTAN fin 2014, qui a entraîné une nette réduction des stocks d'armes. Cette situation a provoqué une nouvelle hausse du prix à l'unité d'un certain nombre d'armes américaines.

Avant la guerre, à la fin des années 1970, les munitions d'AK-47 étaient relativement bon marché, de l'ordre de douze roupies la cartouche de 7,62 mm, car cette arme était peu connue et son offre limitée⁹³. Cette situation a radicalement évolué après le coup d'état du PDPA qui avait besoin de s'armer davantage, notamment en raison du soutien militaire et financier massif dont bénéficiaient les moudjahidines dans les années 1980. À l'heure actuelle, le prix des munitions originales tourne autour de 600 roupies par cartouche tandis que les modèles fabriquées à Darra sont vendus environ 120 roupies⁹⁴.

La devise « bienvenue à tous » adoptée par les marchands de Darra a contribué à la prolifération massive des armes au sein de la population civile des régions tribales et des

clients venus des quatre coins du Pakistan et d'Afghanistan. Ainsi, dans les affrontements tribaux, les fusils de chasse et les Lee Enfield 0.303 vétustes ont laissé la place aux fusils d'assaut automatiques, aux mitrailleuses, aux lance-roquettes et aux mortiers. Ces armes ont sensiblement accru la puissance de feu des tribus, transformant les dissensions entre opposants en conflits armés plus vastes favorisés par des conditions économiques et socio-politiques propices.

Conclusion

La prolifération des ALPC en Afghanistan est un processus continu qui a été aggravé par l'effondrement de l'Émirat islamique d'Afghanistan (les Talibans) en 2001. Le gouvernement actuel, dirigé par le président Ashraf Ghani, contrôle uniquement certaines banlieues de la capitale et des autres villes principales du pays. Les relations établies entre le gouvernement et les provinces reposent sur un échange de bons procédés avec les différents chefs de guerre qui continuent de contrôler leurs territoires locaux. Désireux de préserver cette autorité, ces derniers encouragent également la prolifération des ALPC. En outre, l'Afghanistan s'est tristement rendu célèbre pour ses livraisons illicites d'ALPC, gérées par des acteurs infra-étatiques, des marchands d'armes et des négociants, aux rebelles des pays de la région, et notamment vers le Pakistan, la Somalie, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka, le Mozambique, l'Inde, la Birmanie, la Tchétchénie, la Chine et diverses républiques centre-africaines⁹⁵. Le conflit afghan n'a pas cessé avec l'invasion conduite par les États-Unis. En réalité, le conflit permanent a été exacerbé par les clivages ethniques et tribaux locaux. Un ralentissement de la diffusion des armes en Afghanistan et dans la région est peu probable tant qu'un gouvernement représentatif reflétant la diversité ethnique, culturelle et religieuse du pays ne sera pas mis en place sans ingérence extérieure, sur la base d'un règlement négocié entre les parties autochtones en conflit. Il s'agit d'un défi de taille pour une région soumise depuis de nombreuses années à de perpétuelles invasions et interventions extérieures.

Notes

1. Interview de MASOUD, Kareem et TOURI, Iqbal Hussain (respectivement avocat et marchand d'armes, par l'auteur, résidence de l'avocat à Peshawar, le 4 février 2013.

2. CAROE, Sir Olaf, *The Pathans, 550 B.C.–A.D. 1957*, neuvième édition, Karachi : Oxford University Press, 1996, c. 1958, p. 277.

3. FULLERTON, John, *The Soviet Occupation of Afghanistan*, Londres : Methuen London, 1984, p. 77.

4. KAZMI, Yousuf « The Prevention of Smuggling Act, 1977, Act No. XII of 1977 », in *The Controlling and Preventive Laws about Prohibition: Price Control, Profiteering, Blackmarket, Hoarding Smuggling, Hydrogenated Vegetable Oil Industry*, Lahore : Pakistan Legal Publications, 1978, chap. 1, para. 1 (2), pp. 21–43.

5. THOMPSON, Niobe et KRISHNAN, Devashish, « Small Arms in India and the Human Costs of Lingering Conflicts », in *Over A Barrel: Light Weapons and Human Rights in the Commonwealth*, éd. Abdel-Fatau Musah and Niobe Thompson, 1^{er} éd. Londres : Commonwealth Human Rights Initiative, 1999, p. 38, p. 60, pp. 94–96.

6. « *FR Kohat* », Federally Administered Tribal Areas (FATA), consulté le 17 décembre 2015, <http://fata.gov.pk/Global-fac.php?iId=412&fid=28&pId=352&mId=43>. Ce chiffre de population est tiré du recensement pakistanais de 1998, fourni par le bureau des statistiques du Pakistan, gouvernement du Pakistan, www.pbs.gov.pk/sites/default/files/other/pocket_book2006/2.pdf. L'estimation de la population actuelle du district de Kohat devrait toutefois prendre en compte l'évolution de l'accroissement annuel de la population liée aux variations de la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité et aux flux migratoires, notamment au cours des dix dernières années. Ces derniers sont dus à l'instabilité de la situation sécuritaire liée aux actions terroristes et aux opérations militaires menées dans les FATA depuis 2005.

7. Interview de ZAMAAN, Noor (marchand d'armes) par l'auteur, trad. par l'avocat MASOUD, Kareem, réalisé dans une armurerie de Darra en présence de plusieurs individus impliqués dans le commerce d'armes local, le 5 février 2013.

8. *Id.*

9. « 1998 Pakistan Census », Government of Pakistan, Directorate of Projects—Orakzai Agency, consulté le 25 novembre 2013, http://dop.fata.gov.pk/index.php?option=com_content&view=article&id=47&Itemid=59.

10. National Institute of Public Administration (NIPA), *Deweaponisation: Problems, Challenges, and Viable Strategy*, Syndicate Research Paper 1, Lahore : NIPA, septembre 2001, p. 12.

11. Interview de BABAR, Maj Saifullah (ancien agent de l'*Inter-Services Intelligence*), par l'auteur dans la résidence de Peshawar, le 23 novembre 2013. Voir également, FULLERTON, *Soviet Occupation of Afghanistan*, p. 77.

12. Interview de KHAN, Sajid (marchand d'armes de Darra), par l'auteur, trad. de ZAIB, Alam, réalisé dans une armurerie de Darra, le 5 février 2013.

13. BRIGOT, Andre et ROY, Oliver, *The War in Afghanistan*, Londres : Hvester-Wheatsheaf, 1988, p. 145 ; et ROY, Oliver, *Islam and Resistance in Afghanistan*, Cambridge, Royaume-Uni : Oxford University Press, 1990, p. 185.

14. Ministère pakistanais de l'Intérieur, « Illicit Manufacturing in and Trafficking of Fire Arms from Tribal Areas », in *Seminar on Arms Control in Pakistan*, QASURIA, Abdul Karim, Islamabad : Ministère de l'Intérieur, gouvernement du Pakistan, 2 août 2001.

15. Interview de ZAMAAN.

16. MIAN, Asif, « FATA: Tribal Economy in the Context of Ongoing Militancy », *Conflict and Peace Studies* 2, no. 3, 2009, p. 2.

17. « *History of Darra Adam Khel* », Pakistan Hunting and Sporting Arms Development Company, consulté le 18 octobre 2015, www.phsadc.org/index.php?parentname=The%20Industry&childname=History%20of%20Darra%20Adam%20Khel&parentid=17&childid=47&page=mainbody.

18. NIPA, *Deweaponisation*, p. 12.

19. Interview de ZAMAAN.

20. Ministère pakistanais de l'Intérieur, *Illicit Manufacturing*.

21. South Asia Partnership (SAP), *Canada, South Asia and Small Arms: Synthesis Report on National Consultation and Regional Strategy Meeting*, Ottawa : SAP Canada, 2002, pp. 23–25.

22. « *History of Darra Adam Khel* ».

23. Interview de ZAMAAN ; et interview de MASOUD et TOURI.

24. Interview de MASOUD et TOURI.

25. *Id.*

26. Interview de ZAMAAN.

27. Interview du sénateur GUL, Haji Baz (ancien sénateur et député de Darra Adam Khel à l'Assemblée nationale), réalisé en anglais par l'auteur, dans l'Asia Arms Store, University Road, Peshawar, le 24 novembre 2013.

28. Interview de MASOUD et TOURI.

29. *Id.*

30. SCHWEIZER, Peter, *Victory: The Reagan Administration's Secret Strategy That Hastened the Collapse of the Soviet Union*, New York : Atlantic Monthly Press, 1994, p. 10, p. 25.
31. YOUSAF, Mohammad et ADKIN, Mark, *Afghanistan—The Bear Trap: The Defeat of a Superpower*, Havertown, Pennsylvanie : Casemate, 2001, p. 85.
32. CRILE, George, *Charlie Wilson's War: The Extraordinary Story of the Largest Covert Operation in History*, New York : Atlantic Monthly Press, 2003, p. 209. Voir également BRÉMAUD BILLAND, Benjamin, « *Of the Use of Plausible Deniability by the United States in Iraq and Afghanistan* » (mémoire de master : Université d'Angers, France, 24 juin 2013, p. 8, <http://dune.univ-angers.fr/fichiers/20031843/20132MALLC1111/fichier/1111F.pdf>).
33. YOUSAF et ADKIN, *Afghanistan*, p. 86.
34. *Id.*
35. Interview de AFRIDI, Saeed (marchand d'armes de Darra) réalisée par l'auteur, trad. de ZAIB, Alam, réalisé dans une armurerie de Darra, le dimanche 10 février 2013.
36. *Id.*
37. « *Pakistan's National Report on the Implementation of the UN Programme of Action on Small Arms and Light Weapons (SALW)* », juillet 2008, www.un.org/disarmament/convarms/BMS/bms3/1BMS3Pages/1NationalReports/Pakistan.doc.
38. Interview de MASOUD et TOURI.
39. Graduate Institute of International Studies, *Small Arms Survey 2003: Development Denied*, Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press, 2003, pp. 32 et 33.
40. THOMPSON et KRISHNAN, « *Small Arms in India* », p. 38, p. 60, pp. 94-96.
41. Interview de ZAMAAN.
42. Interview de KAHN, Sajid.
43. Graduate Institute of International Studies, *Small Arms Survey*, pp. 32-33.
44. MIAN, « *FATA* », p. 2.
45. « *History of Darra Adam Khel* ».
46. Interview de ZAMAAN.
47. Interview de KHAN, Haybat (marchand d'armes et propriétaire d'un commerce à Darra), par l'auteur, trad. QAZI, Ali, dans une armurerie de Darra, le 23 novembre 2013.
48. *Id.*
49. Interview de ZAMAAN.
50. Interview d'AFRIDI.
51. Interview de MASOUD et TOURI.
52. Interview d'AFRIDI.
53. Interview de KHAN, Haybat.
54. NIPA, *Deweaponisation*, p. 2.
55. Interview de MASOUD et TOURI.
56. Interview d'AFRIDI.
57. NIPA, *Deweaponisation*, p. 12.
58. MAHMOOD, Zafar *A Study of Smuggling on Pak-Afghan Border*, Research Report Series no. 164, Islamabad : Pakistan Institute of Development Economics, 1998, p. 12.
59. *Id.*, p. 25. (Voir « *Routes and Mechanisms of Afghan Transit Trade for a Better Understanding of the Actual Process of Smuggling Goods* », dans l'encadré 1 de cette page.)
60. HUSSAIN, Sayed Waqar, ULLAH, Asmat et KHILJI, Bashir Ahmad, « *The Causes of Transit Related Pak-Afghan Cross Border Smuggling* », *Dialogue* 9, no. 1, 2014, pp. 40-66.
61. Interview du commissaire KHAN, Iqbal (ancien membre de la *Kohat District Anti-Narcotics Force*) par l'auteur, résidence de Peshawar, le 17 novembre 2013.
62. *Id.*
63. *Id.*
64. *Id.*

65. Interview de KHAN, Sajid et interview de KHAN, Iqbal.
66. « *The Frontier Crimes Regulations (Amended in 2011)* », Institute for Social Justice, consulté le 19 octobre 2015, www.isj.org.pk/the-frontier-crimes-regulations-amended-in-2011/.
67. Interview d'AFRIDI.
68. *Id.*
69. *Id.*
70. Dans cet exemple, le prix des armes et des commissions est factice et ne vise qu'à la compréhension du processus. La valeur réelle des armes fluctue en fonction des types d'arme, de leur état, des fournisseurs, des acheteurs, des passeurs et du marché, par exemple la fluctuation de la demande en fonction des conditions actuelles de sécurité.
71. Interview de KHAN, Iqbal.
72. Interview de KHAN, Haybat.
73. Interview de KHAN, Iqbal.
74. RUPERT, James, « Arms for Rebels Siphoned Off: Rebels Handicapped by Lack of Training », *Washington Post*, 16 janvier 1986, A1 et A24.
75. FULLERTON, *Soviet Occupation of Afghanistan*, p. 77.
76. YOUSAF et ADKIN, *Afghanistan*, p. 135.
77. BRADSHER, Henry S., *Afghanistan and the Soviet Union*, Durham, Caroline du Nord : Duke University Press, 1985, p. 278.
78. « Middlemen Divert U.S. Arms Intended for Afghan Rebels », *Sunday Times*, 10 mars 1985, p. 23.
79. RUBIN, Barnett R., *The Fragmentation of Afghanistan: State Formation and Collapse in the International System*, Lahore : Vanguard Books, 1996, p. 198.
80. Pir Sayyid Ahmed Gailani est un Pachtoun, leader (Pir) de l'ordre afghan Qadiriyyah Sufi et fondateur du Front national islamique d'Afghanistan (*Mahaz-i-Milli Islami ye Afghanistan*). Sibghatullah Mojadeddi, qui fut président par intérim de l'Afghanistan en avril 1992, est également fondateur du front national de libération de l'Afghanistan. En 2005, il a été nommé président du *Mesbrano Jirga*, la chambre haute de l'Assemblée nationale afghane, et du Haut conseil de la paix de l'Afghanistan.
81. YOUSAF et ADKIN, *Afghanistan*, p. 135.
82. FUKUYAMA, Francis, *The Security of Pakistan: A Trip Report*, Rand Note N-1584-RC, Santa Monica, Californie : RAND Corporation, septembre 1980, p. 12.
83. YOUSAF et ADKIN, *Afghanistan*, p. 135.
84. FUKUYAMA, *Security of Pakistan*, p. 12. Il est possible que les prix indiqués par un marchand d'armes de Darra à un étranger aient été exagérés comparé au prix pratiqués avec les autochtones et les moudjahidines.
85. MIAN, « *FATA* », 3.
86. Interview de KHAN, Sajid.
87. YOUSAF et ADKIN, *Afghanistan*, p. 135.
88. Interview de KHAN, Sajid.
89. Interview de KHAN, Haybat.
90. Interview de KHAN, Iqbal.
91. *Id.*
92. Interview de KHAN, Sajid.
93. Interview de ZAMAAN.
94. *Id.*
95. SREEDHAR, Mahendra Ved, *The Afghan Turmoil: Changing Equations*, New Delhi : Himalayan Books, 1998, p. 152.